

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 28/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DECAPAGES PEINTURES TRAITEMENTS SERVICES (ex BOTIAUX, ex YVELINES DECAPAGE  
METALBOI)**

13 RUE DES CAYENNES  
ZONE ARTISANALE DES BOUTRIES  
78700 Conflans-Sainte-Honorine

Code AIOT : 0006506915

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement DECAPAGES PEINTURES TRAITEMENTS SERVICES (ex BOTIAUX, ex YVELINES DECAPAGE METALBOI) implanté 13 RUE DES CAYENNES ZONE ARTISANALE DES BOUTRIES 78700 Conflans-Sainte-Honorine. L'inspection a été annoncée le 17/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECAPAGES PEINTURES TRAITEMENTS SERVICES (ex BOTIAUX, ex YVELINES DECAPAGE METALBOI)
- 13 RUE DES CAYENNES ZONE ARTISANALE DES BOUTRIES 78700 Conflans-Sainte-Honorine
- Code AIOT : 0006506915
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise DPTS (Décapage Peintures Traitements Services) est spécialisée dans le décapage et le traitement de surface par voie chimique et par solvants. Son activité est le décapage d'objets métalliques ou en bois (volets, chaises, tables, radiateurs).

Les risques principaux inhérents aux activités que DPTS exercent sont l'incendie, et l'émission dans l'atmosphère de solvants.

Les activités ICPE de l'établissement sont le revêtement métallique ou traitement (nettoyage,

décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, etc.) - rubrique 2565-2-a - sous le régime de l'enregistrement, et le nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organique – rubrique 2564-1-a - sous le régime de l'enregistrement.

L'entreprise était nommée Botiaux jusqu'à la fin 2019, date de sa reprise par Monsieur François Guerret qui a alors renommé la société.

L'entreprise est localisée 13, Rue des Cayennes dans la zone artisanale des Boutries à Conflans-sainte Honorine, sur une parcelle d'environ 1000 m<sup>2</sup>, clôturée, comportant une cour donnant sur la rue, puis du bâtiment principal.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites données à l'inspection précédente (23/06/2021) ;
- la situation administrative de l'établissement ;
- la gestion des produits chimiques et toxiques (fiches de données de sécurité, inventaire, conditions de stockage, etc.) ;
- la gestion des déchets à l'intérieur de l'établissement ;
- la sécurité incendie de l'établissement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative – classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 1.2.1.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Quantités stockées substances/produits dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Elimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 5.1.7 et 5.1.7.1 et 5.1.7.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Plan des zones d'entreposage déchets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 5.3.1.	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Bains des traitements de surfaces – dispositif de sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 7.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Bains des traitements de surfaces – système de captation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 3.2.7.2.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 20-I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois, 3 mois, et 6 mois
10	Risques installation électrique	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 7.2.4.	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
11	détection incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article Article 14	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 7.5.5	Lettre de suite préfectorale	1 mois
14	Inondations	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 7.4.14	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Zonage de dangers	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 7.1.2	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 7.5.4	Lettre de suite préfectorale
15	Contrôle périodique des dispositifs de désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 7.2.8	Lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La précédente inspection date du 23/06/21. Il y avait été relevé 7 non-conformités ainsi qu'une observation ; toutes sont reprises dans les différents points de contrôles de ce rapport.

L'entreprise était à l'arrêt durant cette visite d'inspection, en raison de l'absence de commandes durant la période hivernale, d'après les dires de l'exploitant. L'activité devrait reprendre au mois de mars, mais avec seulement un salarié.

L'exploitant a fait part durant cette visite d'inspection de fortes difficultés économiques impactant son entreprise, en raison notamment du prix élevé de l'énergie. Il a d'ailleurs entrepris une action auprès du Tribunal de commerce, et a sollicité l'appui d'une association nommée Réseau.

Concernant les activités exercées sur son site, l'exploitant a indiqué avoir arrêté le décapage de l'aluminium, et traiter principalement les radiateurs en fonte, en acier, les outillages de peintures. L'exploitant a informé également l'inspection, lors de cette visite du 29/11/23, envisager de ne plus utiliser sa seule et grande cuve (5000 litres) de bain de traitement, car disproportionnée au regard de l'activité réduite et de la taille modeste des objets à tremper, au profit d'un nouveau système de traitement de surface, plus compacte, plus pratique, et étanche. M. Gueret a précisé à l'inspection espérer disposer de ce nouveau système début 2024.

L'exploitation est dans un état général très mauvais, en termes de vétusté, d'entretien, de propreté et d'organisation. Le bâti est ancien et très rouillé par endroit. Il y a un entreposage important de déchets (palettes en bois, plaques métalliques, fûts, bidons, GRV (grand récipient pour vrac) empilés quasiment jusqu'au toit, dont certains très anciens, emballages souillés, dans la cour et dans le bâtiment.

Les problèmes majeurs relevés par l'inspection, et détaillés par les différentes non-conformités relevées lors de cette inspection et formalisées dans ce rapport, sont le risque incendie, en raison notamment de l'absence totale d'un dispositif d'alerte, le risque de pollution de l'air en raison de l'absence de dispositif de captation des vapeurs issues du bain de traitement (grande cuve de 5000 litres), le risque de pollution des sols et du sous-sol en raison de l'abandon de contenants de toutes sortes, dont certains sont remplis de produits chimiques et ne disposent pas de rétention, et de l'absence d'aire adaptée pour le rinçage des produits après traitement dans le bain de produit chimique, et d'une fosse enterrée de décantation dont le caractère étanche n'est pas démontré.

L'exploitant écoute et note les remarques de l'inspection, mais ne semble pas prendre conscience des risques de son exploitation en termes de sécurité, pour lui et ses employés, mais aussi pour son voisinage. Il pointe des difficultés économiques qui ne lui permettent pas de réaliser les travaux indispensables pour résoudre les nombreux manquements de son installation.

Il est à noter que l'inspection du Travail accompagnait l'inspection des ICPE lors de cette inspection du 29 novembre 2023.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – classement ICPE

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 1.2.1.

**Thème(s) :** Situation administrative, Mise à jour rubriques

**Prescription contrôlée :**

### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Alinéa	A D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2565	2 a)	A	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium, et à l'exclusion de la vibro-abrasion)	1 cuve de 2000 L de mélange d'hydroxyde de sodium et de triéthanolamine, 1 cuve de 8320 L de mélange de potasse et d'hydroxyde de sodium, 1 cuve de 540 L de mélange d'hydroxyde de sodium, 1 cuve de 1560 L de mélange à base d'acide oxalique, 1 cuve de 3300 L de mélange à base d'acide chlorhydrique.	Volume des cuves de traitement	> 1500	L	15720	L
2564	1	A	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques 1 Supérieur à 1 500 l	1 cuve de 1320L de METALBOI 265A + METALBOI 550K et une cuve de 320L de METALBOI 555	Volume des cuves de traitement	>1500	L	1640	L

A (Autorisation) ou D (Déclaration)

Volume autorisé éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

et

Non-Conformité (NC) relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :

L'exploitant transmet, sous un mois, à l'inspection des installations classées la liste des produits mis en œuvre dans les opérations de décapage et traitement opérées, ainsi que la liste des cuves utilisées en précisant leurs volumes (capacité). L'exploitant précise également le devenir des cuves qui ne sont plus utilisées

**Constats :**

Concernant la non-conformité relevée lors de l'inspection du 23/06/21, l'exploitant n'en a pas tenu compte puisqu'il n'a pas communiqué à l'inspection ni la liste des produits chimiques utilisés, ni celle des cuves utilisées et leurs volumes, ni le devenir des anciennes.

Aussi, afin de vérifier que les quantités / volumes - relatifs aux rubriques pour lesquelles l'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 29/12/2010 - n'ont pas substantiellement changés, l'inspection demande à l'exploitant de les préciser :

**Pour la rubrique 2565 :** l'exploitant indique n'avoir plus qu'une grande cuve, d'une capacité de 5000 litres, encore utilisée dans l'atelier; elle est remplie du produit chimique nommé AC50. La cuve n'est pas capotée et est surmontée d'un palan permettant la manipulation des pièces à plonger.

Les autres cuves ont été démantelées ou dans l'attente de l'être. La cuve pour le traitement des objets en bois n'est plus utilisée.

**Pour la rubrique 2564 :** en raison de l'arrêt de l'utilisation des deux cuves de traitements, celles contenant du Metalboi, l'installation semble ne plus relever de cette rubrique 2564.

A noter que l'exploitant envisage de remplacer la cuve de 5000 litres actuellement en place au profit d'une cuve de 1000 litres (anciennement stockée au sein de la société Sapi exploitée à proximité par le même exploitant) fonctionnant en circuit fermé et permettant de limiter le contact des agents avec les produits. Des tests devraient être réalisés au sein de la société Jean Brel à Stains (93240) en début d'année 2024. L'inspection a constaté la présence de cette cuve, qui n'est pour le moment pas en fonctionnement.

Dans le cas où seule cette cuve serait utilisée, le régime du site basculerait de celui de l'enregistrement à celui de la déclaration.

#### Conclusion :

Depuis la reprise des activités de la société BOTIAUX – devenue alors société DPTS - par Monsieur François GUERET en fin d'année 2019, et la délivrance du récépissé de succession en date du 21 janvier 2021 formalisant cette reprise, l'inspection des installations classées a constaté que les activités exercées sur le site ne sont pas identiques à celles précédemment exercées par la société Botiaux ; les opérations de décapage de pièces et de traitement de surface subsistent mais les produits mis en œuvre sont différents. De plus, certaines cuves ne sont plus utilisées et ont été remisées.

Ces modifications avaient été relevées lors de la précédente inspection du 23/06/21, et formalisées comme une non-conformité. Or l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse à cette non-conformité relative à ces modifications, lesquelles ont été apportées à l'installation sans en avoir préalablement informé l'inspection. Le classement ICPE n'est donc plus cohérent avec celui acté par l'arrêté préfectoral du 29/12/2010.

~~L'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse à la non-conformité relevée lors de l'inspection précédente, du 23/06/21.~~

~~De plus, des modifications ont été apportées à l'installation sans en avoir préalablement informée l'inspection et le classement ICPE n'est plus cohérent avec celui acté par l'arrêté préfectoral du 29/12/2010.~~

L'inspection rappelle à l'exploitant que selon l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 29/12/2010, « **toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.** »

Ainsi, afin de réévaluer le classement ICPE du site, l'exploitant doit communiquer à l'inspection un porter à connaissance (PAC) qui intègre toutes les modifications, ajouts, suppressions d'équipements, de quantités, – tels que la suppression d'une des cuves de traitements -, de machines, etc.

En outre doit apparaître dans ce PAC l'évaluation de l'exploitant au regard des rubriques 4XXX.

Le guide d'application suivant devra être suivi pour établir le classement au titre de ces rubriques :

[https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM\\_fev2023\\_vF\\_0.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM_fev2023_vF_0.pdf)

L'exploitant peut solliciter via ce PAC des aménagements aux prescriptions de son arrêté préfectoral . Ces demandes doivent être argumentées.

A l'issue de l'instruction de ce PAC, s'il s'avère que les nouvelles activités ne sont plus cohérentes avec la situation administrative autorisée, l'inspection proposera à la signature de Monsieur le préfet un courrier préfectoral ou bien un arrêté de prescriptions complémentaires.

**L'exploitant est fortement invité à faire appel à un bureau d'étude spécialisé pour la réalisation de ce PAC.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Zonage de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, Article 71.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, plan des zones à risques

### **Prescription contrôlée :**

Article 71.3. Zonage de dangers internes à l'établissement.

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'un incendie, d'émanations toxiques ou d'explosions de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### **Constats :**

Lors de la partie en salle, l'exploitant présente à l'inspection un plan nommé « cartographie des risques », et par courriel daté du 29/11/23, transmet un second plan nommé « plan Yvelines décapage ».

Ces deux plans, assez semblables, localisent par des pictogrammes « danger », triangle sur fond jaune avec point d'exclamation, les zones de l'exploitation représentant un danger, notamment en raison de la présence de produits dangereux, inflammables. A noter sur ces deux plans sont également représentés les réseaux.

### Conclusion :

L'exploitant a bien identifié les zones dangereuses sur son exploitation. Celles-ci sont représentées sur deux plans que l'exploitant a communiqué à l'inspection.

L'exploitant est invité, à l'avenir, à recourir aux 9 pictogrammes du Système Général Harmonisé (SGH) issu du règlement CLP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 8

**Thème(s) :** Produits chimiques, Inventaire substances/produits dangereux

**Prescription contrôlée :**



#### Article 8 : Gestion des produits.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie).

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.[...]

#### NC relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :

« Contrairement à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre des substances et mélanges dangereux détenus. L'exploitant transmet, sous trois mois, ce registre et justifie des moyens disponibles pour le tenir à jour »

#### **Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'état des stocks, qui indique la nature, la quantité, et les lieux de stockage de l'ensemble des produits dangereux présents sur le site.

#### Conclusion :

L'exploitant n'a pas répondu à la non-conformité relevée lors de la précédente inspection du 23/06/21 qui lui demandait de réaliser un état des stocks doit être tenu à jour régulièrement.

De plus, l'exploitant s'était engagé, lors de l'inspection dont il est question dans ce rapport – celle du 29 novembre dernier, à réaliser un état des stocks avant fin décembre 2023 ; or l'inspection n'a rien reçu à la date de la signature du présent rapport.

Il est indispensable que l'exploitant réalise cet état de stock, puis le communique à l'inspection. Cet état pourra être complété par un document indiquant les quantités maximales, par typologie de produits, susceptibles d'être présentes sur le site (combustibles, inflammables, explosives, toxiques, etc.)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 4 : Quantités stockées substances/produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 8

**Thème(s) :** Produits chimiques, Quantités stockées substances/produits dangereux

#### **Prescription contrôlée :**

Article 8 : Gestion des produits.

[...].

La présence dans l'installation de substances ou mélanges dangereux est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.

#### NC relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :

« Certains produits sont présents dans l'atelier, mais n'ont plus vocation à être utilisés selon l'exploitant. Par ailleurs, des boues de décantation sont en attente d'évacuation vers une installation de traitement. Sont également présents, dans l'atelier, une trentaine de fûts bleus vides (capacité 250 litres) en attente d'évacuation.

« Contrairement à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, la présence de substances ou mélanges dangereux n'est pas limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant transmet, sous



trois mois, les justifications d'évacuation, vers des filières dûment autorisées à les prendre en charge, les substances ou mélanges dangereux non nécessaires à l'exploitation. L'exploitant justifie également de l'évacuation, vers une société dûment autorisée à les prendre en charge, des fûts vides non nécessaires à l'activité »

**Constats :**

Sur le site, l'inspection constate la présence, dans la cour extérieure, dans le bâtiment principal (atelier) et dans le bâtiment annexe accolé au fond de l'atelier, de nombreux fûts et bidons, dont la nature et le degré de remplissage n'est pas facilement identifiable (difficulté d'accès ou de manipulation, étiquetage manquant, ...) Notamment dans le bâtiment annexe où une quarantaine de bidons contenant ou ayant contenu des produits chimiques sont entreposés en vrac, mais avec une rétention.

La trentaine de fûts bleus vides mentionnée dans le rapport de l'inspection précédente sont par ailleurs encore présents dans l'atelier. De plus, au moins 30 GRV (grand récipients pour vrac) sont entreposés les uns sur les autres, certains vides, d'autres pas, et certains très corrodés.

Un stockage de bidons est également réalisé en mezzanine.

L'inspection relève en particulier la présence de :

- 2 fût de 260kg de méthylène chloride (supposé cancérigène et inscrit à l'annexe XVII du règlement REACH sur les substances faisant l'objet de restrictions) ;
- plusieurs bidons de produits inflammables et corrosifs (notamment Scalpik L13S et Activateur Scalpik L12S).

L'inspection note également la présence dans la cour d'une cuve de propane d'une capacité de 1000kg. Cette cuve est vide d'après la jauge.

L'annexe n°1 comporte une planche photographique permettant de se rendre compte de cette situation.

**Conclusion :**

l'exploitant n'a pas entrepris les actions nécessaires pour lever la non-conformité relevée lors de la précédente inspection. À la vue des innombrables contenants divers dont on ne sait pas ce qu'ils contiennent - les noms des substances qu'ils contiennent ou ont contenu n'étant pour la plupart pas lisibles voire pas indiqués - il est évident que les quantités de substances ou mélanges dangereux ne sont pas limitées aux nécessités de l'exploitation.

(cf point de contrôle suivant)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Élimination des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 5.1.7 et 5.1.7.1 et 5.1.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets dangereux et non-dangereux

**Prescription contrôlée :**

Article 5.1.7. Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant dirige les déchets qu'il produit ou détient dans les filières de gestion spécifiques lorsque ces dernières existent.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure notamment que les prestataires auxquels il fait appel pour assurer la collecte, le traitement et l'élimination des déchets qu'il produit ou détient disposent des autorisations et, le cas échéant, des agréments en application des titres Ier et IV du livre V du code de l'environnement.

Tout épandage sur des terres à vocation agricole ou forestière est interdit.

#### Article 5.1.7.1 Elimination des déchets non dangereux

Les déchets non dangereux (par exemple, bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes.

#### Article 5.1.7.2 Elimination des déchets dangereux

Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Un registre des déchets dangereux produits comprenant a minima la nature, le tonnage et la filière d'élimination est tenu à jour. L'exploitant met un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés 5 ans.

#### Constats :

Sur le site, l'inspection constate la présence, dans la cour extérieure, dans le bâtiment principal (atelier) et dans le bâtiment annexe accolé au fond de l'atelier, de nombreux déchets, tels que : ferraille, bois, filtres usagés, bidons souillés, fûts GRV.

La plupart de ces déchets sont vraisemblablement entreposés depuis longtemps, et certains se désagrègent se qui peut entraîner une pollution des sols, sous-sols, et de l'eau de pluie pour ceux entreposés à l'extérieur.

L'exploitant s'est engagé à évacuer les déchets de ferraille, bois, filtres, bidons souillés selon les filières adaptées dès décembre. Aucun justificatif n'a été transmis à ce jour.

Aucun planning n'a été proposé pour les GRV, qui doivent d'abord faire l'objet de prélèvements en vu de leur caractérisation.

#### Conclusion :

Des déchets dangereux sont stockés dans des conditions ne permettant pas de limiter les risques de pollution des sols et des eaux.

L'exploitant doit évacuer, par les filières ad'hoc, l'ensemble de ses déchets. Il devra transmettre à l'inspection tous les justificatifs prouvant que ces déchets ont bien été évacués, vers les bonnes filières. L'exploitant doit évacuer ses déchets régulièrement et ne pas attendre d'être submergé par ceux-ci, comme l'inspection l'a constaté lors de sa visite du 29/11/23.

Concernant la cuve de propane présente dans la cour, l'exploitant précise à l'inspection si cette cuve a vocation à être encore utilisée. Dans le cas contraire, l'exploitant communique les justificatifs prouvant que cette cuve est vide, et la fait évacuer. Cette cuve devra a minima être nettoyée, neutralisée et inertée pour éviter tout risque.

#### Aussi, il est demandé à l'exploitant de :

- transmettre sous un mois un inventaire de l'ensemble des déchets présents sur site ainsi qu'un planning d'évacuation qui ne pourra excéder 10 mois ;
- procéder à l'évacuation des déchets vers les filières adaptées, selon le planning prévu ;
- conserver les justificatifs d'élimination (BSD via Trackdéchets) et les transmettre régulièrement à l'inspection ;
- définir, sous un mois, un endroit dans son établissement dédié au stockage des déchets. Ce lieu devra permettre de limiter les risques de pollution des sols et des eaux (sol étanche en bon état, à l'abri des intempéries) et être indiqué sur le plan des zones à risques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Plan des zones d'entreposage déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 5.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 5.3.1. Plan des zones d'entreposage et de stockage provisoire des déchets. L'exploitant établit et tient à jour un plan des zones de stockage et de regroupement des déchets (avec mention pour chacune d'elles des grands types de déchets présents). Ce plan précise pour chaque zone repérée la nature et la quantité des déchets qui y sont entreposés ou stockés provisoirement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente à l'inspection un plan nommé « cartographie des risques », datant du 28/05/21 ; sur ce plan sont représentés 3 zones de stockage différenciées et nommées : <ul style="list-style-type: none"><li>• « stockage matériel non traité »</li><li>• « stockage matériel à traiter »</li><li>• « stockage déchets »</li></ul> Ces trois zones sont localisées dans l'atelier (donc dans le bâtiment principal). Cependant le plan ne précise ni la nature ni la quantité des déchets censés être entreposés dans ces zones. De plus, lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les déchets réellement entreposés et stockés ne respectent pas ce plan, car ils sont répartis un peu partout sur le site, que ce soit dans la cour extérieure, dans l'atelier, dans le bâtiment annexe.  <u>Conclusion :</u> l'exploitant a mentionné dans son plan « cartographie des risques » les endroits prévus pour stocker les déchets provisoires produits pas l'exploitation. Cependant l'exploitant doit le compléter en indiquant pour chacune des zones la nature et la quantité des déchets entreposés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Bains des traitements de surfaces – dispositif de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, contrôle des températures maximales des bains
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 7.2.3 Matériels [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt de chauffage. Ces systèmes sont vérifiés suivant un programme écrit établi par l'exploitant.  <u>NC relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :</u>  L'inspection a constaté qu'un bain de décapage chauffé est toujours utilisé. La capacité de ce bain est d'environ 8000 litres. Il contient un produit nommé « DC074 » fourni par la société SPCB (dilué à 50%). La température de chauffe est consignée à 50 °C. Une fois cette température atteinte, le chauffage se coupe. L'exploitant n'a pas fourni d'éléments justifiant que l'absence de dispositif de sécurité détectant le manque de liquide n'est pas susceptible d'engendrer un risque d'incendie. « Contrairement à l'article 7.2.3 de l'arrêté du 20/12/2010, les systèmes de chauffage des cuves ne

<p>sont pas équipés de dispositif de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. L'exploitant doit équiper, sous six mois, la cuve chauffée d'un dispositif de sécurité qui permet de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage, ou justifier par une étude technique adaptée, que l'absence de ce dispositif n'est pas susceptible d'engendrer un risque d'incendie »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, en inspectant la grande cuve principale encore exploitée, d'une capacité de 5000 litres d'après l'exploitant, celui-ci confirme à l'inspection l'absence de dispositif de sécurité coupant l'arrêt du chauffage de la cuve en cas de manque de liquide.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>l'exploitant n'a pas entrepris les actions nécessaires pour lever la non-conformité relevée lors de la précédente inspection (il convient toutefois de noter que la capacité de la cuve dont fait mention la non-conformité de l'inspection précédente a une capacité de 8000 litres, alors que la cuve présente lors de la visite du 29 novembre dernier a une capacité de 5000 litres).</p> <p>L'exploitant doit donc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• conformément à son engagement pris lors de cette inspection, ne plus utiliser cette cuve tant qu'un dispositif de sécurité qui permette de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage n'a pas été installé.</li> <li>• équiper la cuve de 5000 litres d'un tel dispositif de sécurité ou bien mettre en œuvre une nouvelle machine de traitement, comme il l'a évoqué à l'inspection lors de la visite, et mettre à l'arrêt définitivement cette cuve de 5000 litres. La nouvelle machine devra être équipée d'un dispositif de sécurité. L'exploitant devra en amont de cette nouvelle installation transmettre un PAC, comme précisé dans le point de contrôle n°1 du présent rapport.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : Bains des traitements de surfaces – système de captation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 3.2.7.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de captage vapeurs bains</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour éviter la diffusion dans l'atmosphère et l'atelier de vapeurs issues des bains de traitement.</p> <p><u>NC relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :</u></p> <p>Contrairement à l'article 3.2.7.2 de l'AP du 29 décembre 2010, le bain de décapage chauffé n'est pas muni d'un dispositif limitant la diffusion dans l'atmosphère et l'atelier de vapeurs issues du bain. L'exploitant transmet, sous six mois, les justificatifs permettant de limiter la diffusion dans l'atmosphère et l'atelier de vapeurs issues du bain (mise en place d'un couvercle par exemple).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant la non-conformité relevée lors de l'inspection du 23/06/21, l'inspection a constaté lors de sa visite du site que l'exploitant n'en a pas tenu compte, le bain de décapage, réalisé à l'aide de la grande cuve de 5000 litres, n'était en effet toujours pas pourvu de dispositif évitant, voire simplement limitant, la diffusion des vapeurs corrosives et polluantes émises par le bain.</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>l'exploitant doit mettre en place des dispositions pour éviter la diffusion dans l'atmosphère et l'atelier de vapeurs issues du bain de traitement (système de captation). Il transmet à l'inspection les éléments (devis, puis facture, rapport fin de travaux, etc.) permettant de justifier que cette</p>

installation est effective.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 20-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Manipulation et rétention lors d'opérations de rinçage
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Section III Dispositif de rétention des pollutions accidentelles  Article 20 :</p> <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention (...).</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres substances et mélanges dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés.</p> <p>(...)</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p><u>NC relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :</u></p> <p>« Après décapage, les pièces sont rincées à l'eau. Ces eaux de rinçage sont à même la dalle de l'atelier puis sont pompées pour rejoindre le dispositif de traitement des eaux industrielles. La zone de séchage des pièces rincées en fin de traitement ne comporte pas de rétention dédiée. Contrairement à l'article 20-I de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019, le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux ne sont pas entièrement effectués sur des aires aménagées pour la récupération de l'ensemble des fuites et recueillir les eaux de lavage et les matières répandues. L'exploitant justifiera, sous six mois, la mise en place d'une rétention, pouvant facilement être vidangée, destinée à récupérer toutes les eaux de rinçage et égouttures de pièces décapées et rincées. »</p>

**Constats :**

Concernant la non-conformité relevée lors de l'inspection du 23/06/21, l'inspection a constaté lors de sa visite du site que l'exploitant n'en a pas tenu compte.

En effet, même si l'exploitation était à l'arrêt, l'inspection a pu vérifier que la zone de l'atelier où les pièces, après trempage dans le bain de traitement – dans la grande cuve de 5000 litres – sont rincées à l'eau à l'aide d'un jet à haute pression, n'est pas équipée de manière à recevoir, retenir, ou contenir des fluides chimiques. En effet, elle ne dispose pas de rebords, n'est pas décaissée et est donc au même niveau que le sol de l'atelier, l'état visuel de son sol ne permet pas de s'assurer qu'il est étanche et qu'il est en capacité de résister à l'action physique et chimique des fluides qu'il reçoit. Cette situation est donc la même que lors de la précédente inspection.

De même, les eaux de rinçage recueillies sur cette zone ruissellent vers une fosse enterrée située dans le bâtiment annexe. L'inspection a pu constater que la fosse était encombrée (cf annexe photographique). Les eaux sont ensuite pompées vers une cuve, verticale et non-enterrée, où elles sont alors considérées comme déchets d'eaux industrielles. Or, l'état de vétusté du bâtiment annexe laisse présager que la fosse enterrée, dont l'inspection n'a pas pu en vérifier ni l'état, ni la profondeur, ni l'étanchéité, n'a pas été conçue dans les règles de l'art, notamment en termes d'étanchéité. Il en est de même pour les réseaux reliant l'aire de rinçage à la fosse. Cette situation est également la même que précédemment.

**Conclusion :**

l'exploitant n'a pas mis en œuvre les actions nécessaires pour lever la non-conformité relevée lors de la précédente inspection. Les eaux de rinçage des objets traités dans le bain se déversent donc sans précaution particulière sur une aire, puis dans une fosse, potentiellement non étanches. Il y a donc un risque de pollution des sols et du sous-sol.

L'exploitant doit :

- délimiter, sous 2 mois, l'aire de rinçage de manière à diriger toutes les eaux de rinçage sans entrave et surtout sans débordement sur une autre zone de l'atelier, vers la fosse ;
- faire contrôler, sous 3 mois, l'étanchéité de l'aire de rinçage et de la fosse par une entreprise spécialisée, et procéder, sous un délai qui nous pourra pas excéder 6 mois, aux actions correctives nécessaires le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois, 3 mois et 6 mois

**N° 10 : Risques installation électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 7.2.4.

**Thème(s) :** Risques accidentels, non-conformités rapports de contrôles

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les rapports de contrôle et les suites données par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Observation relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :

« Prendre les mesures correctives nécessaires afin de répondre aux différentes non-conformités électriques relevées par l'organisme de contrôle. »

« l'exploitant fournit, sous un mois, le rapport de l'organisme ayant procédé aux mesures correctives permettant de corriger les non-conformités électriques. »

**Constats :**

Par courriel daté du 29/11/24, l'exploitant communique à l'inspection deux rapports faisant suite à la dernière visite de vérification périodique des installations électriques de son exploitation, réalisée le 30/06/23 par Bureau Veritas :

- le rapport de vérification daté du 02/07/23
- le rapport « Q18 » daté du 30/06/23

Le rapport de vérification des installations électriques relève 20 observations, dont 4 déjà signalées en 2019 et 2 en 2022.

De plus, le rapport précise que, faute d'accompagnement par l'exploitant, ou en raison d'impossibilité d'accès ou d'accès trop dangereux, les éléments suivants n'ont pas pu être contrôlés :

- atelier principal, récepteurs : point lumineux hors de portée (>3m)
- atelier principal, local décantation armoire : coffret bt local décantation : armoire inaccessible. danger de chute
- extérieur : armoire générale abonnée non localisée.

Toutefois, l'inspection note que, comme le précise le rapport de Bureau Veritas, l'exploitant réalise bien une vérification quadriennale de ses installations électriques.

Concernant le rapport Q18, celui-ci conclut que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion », et que trois « dangers » sont constatés :

- Présence de trace d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique ;
- Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités ;
- Présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires. Ce dernier point a d'ailleurs déjà été signalé à l'exploitant.

#### Conclusion :

Les deux rapports de contrôle de vérification des installations électriques de l'exploitation relèvent des observations dont trois sont qualifiées comme dangereuses. De plus, l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection, comme demandé lors de la précédente inspection, les justificatifs permettant de s'assurer que les non-conformités électriques anciennement relevées ont été corrigées.

L'exploitant procède aux travaux nécessaires pour solutionner l'ensemble des observations relevées dans le rapport de contrôle des installations électrique du 30/06/23, en privilégiant dans un premier temps, les trois constatations signalées comme dangereuses.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 11 : détection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, Article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

#### **Prescription contrôlée :**

Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

[...]

d) D'un dispositif de détection automatique (en cas d'emploi de liquides inflammables).

[...]

#### **Constats :**

L'inspection constate, lors de sa visite du site, qu'aucun dispositif de détection ou d'alerte



<p>incendie n'est présent, ni dans le bâtiment principal (atelier), et ce malgré la présence de la cuve de traitement contenant 5000 litres de produits dangereux, ni dans le bâtiment annexe accolé au bâtiment principal.</p> <p>Il est à noter que l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel daté du 15/12/23, un devis réalisé le 14/12/23 par l'entreprise spécialisée Eco-Protection, relatif à l'installation d'une détection et d'un système d'alerte incendie pour l'établissement DPTS. En revanche, l'inspection n'a pas reçu d'autres éléments à la date de signature du présent rapport (facture, commande, bon de travaux, ...).</p> <p><u>Conclusion :</u></p> <p>Cette absence de moyen de détection et d'alerte incendie constitue un risque important en cas de départ de feux. L'exploitant doit mettre en place cette détection et un dispositif d'alerte associé, et communiquer à l'inspection les éléments permettant de prouver que ces moyens ont bien été installés et sont opérationnels</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, Article 7.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositifs de lutte incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.5.4</p> <p>Les installations sont équipées de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant répartis sur la superficie à protéger. Le parc d'extincteurs se compose d'extincteurs portatifs de 6 kg minimum de divers types (poudre, eau, CO2) répartis judicieusement de telle sorte que les distances à parcourir pour atteindre un appareil ne dépassent pas 15 mètres. Tous ces matériels sont maintenus en bon état de service et vérifiés par un organisme compétent au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection lors de sa visite du site constate la présence dans le bâtiment d'au-moins trois extincteurs de 6 kg dont le dernier contrôle de maintenance a été réalisé en mai 2023, d'après l'étiquetage apposé dessus.</p> <p>L'inspection n'a pas consulté le rapport de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 13 : ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, Article 7.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, ressources en eau et mousse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7.5.5.</p> <p>L'exploitant dispose a minima de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un poteau d'incendie [...] situé à moins de 100 mètres du bâtiment par les voies praticables ; [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate, via le site internet Remocra et via le site internet googleStreetView, que deux poteaux incendie sont bien présents sur le trottoir de la rue des Cayennes, à moins de 100</p>

<p>mètres de l'exploitation. L'inspection constate sur site qu'il y a bien trois extincteurs présents au sein de l'atelier.</p> <p><u>Conclusion :</u> L'exploitation dispose bien de poteaux incendie a proximité, ainsi que du nombre d'extincteurs minimum requis. L'exploitant doit transmettre à l'inspection le dernier rapport de contrôle des deux poteaux présents sur la voirie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 14 : Inondations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article Article 7.4.14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure en cas de crue
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose d'une procédure définissant les actions pour la protection de l'environnement à mener en cas de crue L'exploitant organise annuellement un exercice devant notamment permettre de vérifier le caractère opérationnel de la procédure mentionnée à l'alinéa ci-dessus définissant les actions pour la protection de l'environnement à mener en cas de crue. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour chaque exercice a minima 15 jours avant la tenue de cet exercice Le compte rendu de l'exercice accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>NC relevée lors de l'inspection du 23/06/21 :</u> « L'exploitant rédige sous six mois une procédure des actions à mettre en place en cas de crue. »</p> <p><b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas réalisé de procédure précisant les actions à mener en cas de crue.</p> <p><u>Conclusion :</u> L'exploitant n'a pas mis en œuvre les actions nécessaires pour lever la non-conformité relevée lors de la précédente inspection. Aucune procédure définissant les actions à mettre en œuvre pour protéger l'environnement et les outils de production de l'exploitant lors d'une inondation n'a été réalisée. L'exploitant doit réaliser cette étude, et organiser une fois par un exercice permettant de vérifier que la procédure est opérationnelle. Il envoie les justificatifs à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 15 : Contrôle périodique des dispositifs de désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/12/2010, article 7.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage de l'atelier
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.2.8. désenfumage Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la</p>

réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.[...] Ces dispositifs doivent être à commande manuelle et automatique. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.[...]

**Constats :**

Lors de sa visite du site, l'inspection relève sur le macaron du système de désenfumage que le dernier contrôle avait été réalisé en mai 2023.

L'inspection n'a pas consulté le rapport de contrôle.

**Type de suites proposées :** Sans suites

## Annexe 1 : planche photographique

**Point de contrôle n°4 et 5 : Quantités stockées substances/produits dangereux / déchets**



Entrée de l'établissement et déchets divers (photos prises au moment de l'inspection du 29/11/2024)





Contenants de substances diverses à l'intérieur du bâtiment



Bidons entreposés en vrac contenant ou non des substances



Fosse de récupération des eaux de lavage à l'intérieur du bâtiment